ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 février 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instaurant l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992", a donné le 19 avril 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 februari 1993 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 ", heeft op 19 april 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Le présent avis est donné sous réserve de tous recours pendants devant la Cour d'arbitrage.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Comme l'expression "instaurant l'arrêté royal d'exécution" n'est pas correcte, il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992".

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

1. Contrairement à l'usage, l'alinéa 1er ne mentionne pas les dispositions modificatives qui ont affecté certains articles du Code des impôts sur les revenus 1992 qui y sont visés. Tel est le cas :

a) des articles 46, § 1er, alinéa 1er, 55, alinéa 1er, et 169, § 1er, qui ont été modifiés par la loi du 28 juillet 1992;

b) des articles 64 et 306, alinéa 1er, qui ont été modifiés par la loi du 28 décembre 1992.

2. Conformément aux observations qui seront formulées ci-après, il convient d'omettre la mention de l'article 314, § 4, du Code et d'ajouter la référence aux articles 345, § 4, 472, § 1er, 484, 495 et 502 du Code.

Alinéa 2.

En vertu de l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, il n'y a pas lieu de faire figurer au préambule l'avis de l'inspection des finances lorsque l'accord du Ministre du Budget y est mentionné.

L'alinéa 2 doit donc être omis.

DISPOSITIF.

Conformément à l'usage, les dispositions abrogatoires doivent trouver leur place après les dispositions autonomes et non avant celles-ci.

Il y a lieu, dès lors, d'inverser l'ordre des articles 1er et 2.

Article 1er (devenant l'article 2).

1. Les mots "est remplacé par l'annexe au présent arrêté" figurant dans la phrase introductive doivent être remplacés par les mots "est abrogé".

2. Parmi les nombreuses dispositions modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965, il n'y a pas lieu, selon l'usage, de mentionner celles que des modifications ultérieures ont rendues sans objet; en conséquence, il convient d'omettre la référence aux arrêtés royaux des 23 mai 1966 (2°), 19 février 1969 (10°), 24 mars 1969 (12°), 2 juin 1969 (13°), 15 juillet 1969 (14°), 15 septembre 1969 (16°), 12 janvier 1970 (18°), 16 janvier 1970 (19°), 24 décembre 1971 (28°), 30 octobre 1972 (30°), 14 janvier 1974 (34°), 16 janvier 1975 (36°), 29 décembre 1976 (43°), 21 mars 1977 (47°), 25 septembre 1978 (50°), 15 février 1980 (56°), 27 mars 1980 (57°), 11 décembre 1980 (64°), 15 décembre 1980 (65°), 19 janvier 1981 (69°), 10 août 1981 (78°), 12 mars 1982 (82°), 28 juin 1983 (91° et 92°), 29 décembre 1983 (98°), 21 mai 1984 (101°), 11 décembre 1984 (102°), 18 décembre 1984 (103°), 28 décembre 1984 (106°), 4 septembre 1985 (114°), 20 décembre 1985 (120°), 19 février 1986 (121°), 15 avril 1986 (123°), 13 mai 1986 (124°), 5 janvier 1987 (130°), 5 février 1987 (131°), 18 juin 1987 (136°), 10 décembre 1987 (140°), 19 janvier 1988 (142°), 17 février 1988 (143°), 29 décembre 1988 (149°), 27 février 1989 (152°), 7 juin 1989 (155°), 7 mars 1990 (168°), 8 mai 1990 (172°) et 7 décembre 1990 (176°).

3. Comme l'arrêté royal visé au 162° a été annulé par l'arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat n° 40.759 du 19 septembre 1992, il n'y a pas lieu de le mentionner parmi les dispositions modificatives de l'arrêté royal du 23 mars 1965.

Article 2 (devenant l'article 1er).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'annexe au présent arrêté forme l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, lequel est dénommé, en abrégé, "AR/CIR 92".

ARRETE ROYAL D'EXECUTION DU CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS 1992.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Quoiqu'ils se fondent sur des dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992, certains arrêtés royaux (distincts de l'arrêté royal du 4 mars 1965) n'ont pas été intégrés dans le projet.

C'est ainsi, par exemple, qu'on n'aperçoit pas la ou les raisons pour lesquelles l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 ne reproduit pas les règles énoncées :

a) par l'arrêté royal du 10 octobre 1979 pris en exécution du Code des impôts sur les revenus en matière de fiscalité immobilière (1);

b) par l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant création d'une commission des accords fiscaux préalables (2).

2. Comme l'usage recommande d'omettre dans un texte réglementaire des dispositions qui ne concernent que des personnes nommément désignées, il est proposé de ne pas intégrer, dans l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, les articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 6 février 1989 en vertu duquel la société anonyme Joos est habilitée à obtenir communication des informations nécessaires pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt public, et donc d'omettre les articles 180 et 181 du projet.

Article 62.

Vu la fréquence particulièrement élevée des modifications apportées aux tableaux annexés à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, il est extrêmement périlleux d'y faire référence. Il serait plus prudent et plus conforme à l'usage de ne pas recourir au procédé peu

---

(1) Les chapitres Ier à IV de cet arrêté pourraient être intégrés dans le chapitre Ier du projet en y insérant quatre sections nouvelles avant la section Ière.

(2) L'article 1er de cet arrêté pourrait faire l'objet d'une section nouvelle à insérer entre les sections X et XI du chapitre III du projet.

recommandable de la législation par référence et dès lors de revoir l'article, afin d'y déterminer de manière expresse les conditions relatives à la nature des travaux auxquelles est subordonnée la déduction des intérêts d'un emprunt hypothécaire contracté en vue de la rénovation totale ou partielle d'une habitation.

Article 69.

Cet article qui est relatif au mode d'imputation de certaines recettes de l'Etat n'est manifestement pas à sa place dans un arrêté d'exécution d'une loi fiscale et doit donc être omis. A supposer que, compte tenu des règles formulées en la matière par les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (1), la disposition reproduite dans l'article présente une quelconque utilité, c'est dans l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général de la comptabilité de l'Etat et non dans le présent projet qu'elle devrait être insérée.

Article 83.

Si le terme "forcé" se trouve effectivement mentionné dans les dictionnaires avec la signification qui lui est attachée dans l'article 83, ce sens est fort peu connu. Afin de rendre le texte plus immédiatement compré-

---

(1) Selon l'article 31, 1°, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'imputation des recettes de l'Etat s'effectue en fonction de la date et non de l'origine juridique des versements.

hensible, il est suggéré de remplacer aux alinéas 1er et 2 du texte français le mot "forcées" par l'expression "arrondies au franc supérieur", qui est utilisée dans les articles 134 et 135 du projet.

L'observation vaut pour la suite du projet.

Article 84.

Comme l'article se borne à annoncer des dispositions qui sont formulées au chapitre III, section III, du projet, il est dépourvu de portée juridique et doit donc être omis.

Les articles suivants doivent être adaptés en conséquence.

Article 105.

1. Lorsque l'on entend mentionner un texte législatif ou réglementaire, il convient d'en citer non seulement la date de promulgation mais également l'intitulé. En conséquence, le 1°, a, doit être complété par les mots "sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, ci-après dénommé l'arrêté royal n° 185".

2. Le 1°, e, appelle la même observation que celle formulée à propos du 1°, a. En conséquence, il doit être

complété par les mots "relatif au contrôle des sociétés de capitalisation".

3. Le 1°, f, appelle la même observation que celle formulée à propos du 1°, a. En conséquence, il doit être complété par les mots "réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires".

4. La loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement a été abrogée par la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation. Le chapitre VII "Contrôle et surveillance" de cette dernière loi soumet à l'agrément du Ministre des Affaires économiques certaines des personnes exerçant une activité de prêteur et prévoit également que certaines des personnes qui offrent ou consentent des contrats de crédit ou qui exercent une activité d'intermédiaire de crédit doivent préalablement à l'exercice de leurs activités solliciter une inscription au Ministère des Affaires économiques. Le 1°, g, doit donc être revu de manière à tenir compte de cette nouvelle législation.

5. Si les auteurs du projet jugent nécessaire de rappeler la loi constitutive des institutions mentionnées au 1°, j, il convient de compléter cette disposition par les mots "constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement".

6. Au 2°, a, le texte cite "les sociétés mutualistes reconnues au sens de la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes".

La loi du 23 juin 1894 portant révision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes a été abrogée par l'article 76 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités; la loi du 23 juin 1894 "reste toutefois d'application aux sociétés visées à l'article 1er, II, de cette loi".

Comme les fédérations et les unions nationales reconnues conformément aux articles 3 et 3bis de la loi du 23 juin 1894 ont obtenu, par l'effet de l'article 69 de la loi du 6 août 1990, la qualité de "mutualité" et d'"union nationale" et que les articles 70 et 71 de cette loi du 6 août 1990 contiennent également diverses règles destinées à aménager le passage du régime ancien au régime nouveau, il faut remplacer les mots "les sociétés mutualistes reconnues au sens de la loi du 23 juin 1984 sur les sociétés mutualistes" par les mots "les mutualités et les unions nationales de mutualités régies par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités".

Article 106.

Il serait préférable, plutôt que de se référer à la directive 90/435/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, de définir dans le texte même du paragraphe 5, alinéa 3, ce qu'il faut entendre par "sociétés mères" et "sociétés filiales".

Article 113.

Au paragraphe 1er, les mots "l'article 266, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992" doivent être remplacés par les mots "l'article 266, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992".

En outre, le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 114.

Le paragraphe 6 se réfère à l'article 22 de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite.

L'article 22 originel énonçait :

"Le retrait des fonds déposés peut avoir lieu sans avis préalable, si la somme réclamée n'excède point cent francs; toutefois, le déposant ne pourra user de cette faculté qu'une fois par semaine.

Pour toute somme supérieure, il faut prévenir d'avance, savoir :

- 15 jours pour plus de 100 francs et moins de 500 francs.
- Un mois pour 500 francs et moins de 1000 francs.
- Deux mois pour 1000 francs et moins de 3000 francs.
- Six mois pour 3000 francs et plus.

Ces délais, qui peuvent être abrégés par le conseil d'administration, ne prennent cours qu'à dater du dernier remboursement mentionné sur chaque livret".

L'article 3 de la loi du 29 juillet 1923 portant modifications aux articles 10, 20, 21, 22, 23bis, 23ter, 23quater de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite, modifiée et complétée par les lois des 1er juillet 1869, 21 juin 1894, 9 août 1897, 10 février 1900 et 16 mars 1921, dispose :

"Les deux premiers alinéas de l'article 22 de la loi du 16 mars 1865 sont modifiés comme suit :

"Art. 22 (premier et deuxième alinéas). Le retrait des fonds déposés peut avoir lieu sans avis préalable, si la somme réclamée n'excède point 500 francs; toutefois, le déposant ne pourra user de cette faculté que dans les conditions à fixer par le conseil général.

Pour toute somme supérieure, il faut prévenir d'avance, savoir :

- Un mois pour plus de 500 francs et moins de 1000 francs.

- Deux mois pour 1000 francs et moins de 3000 francs.

- Six mois pour 3000 francs et plus"".

L'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967 modifiant la législation relative à la Caisse générale d'épargne et de retraite, énonce en son article 9 :

"Art. 9. L'article 22 de la même loi, modifié par la loi du 29 juillet 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 22. § 1er. Sans préjudice des dispositions des §§ 2 et 3, le retrait des dépôts inscrits dans un livret peut être opéré sans avis préalable à concurrence du maximum fixé par le conseil général sous l'approbation du Ministre des Finances.

Les retraits qui excèdent ce maximum peuvent être opérés :

a) après un préavis de huit jours, lorsque le montant excède ce maximum, sans en dépasser le double;

b) après un préavis de quinze jours, lorsque le montant excède le double de ce maximum, sans en dépasser le quintuple;

c) après un préavis d'un mois, lorsque le montant excède le quintuple de ce maximum, sans en dépasser le décuple;

d) après un préavis de trois mois, lorsque le montant excède le décuple de ce maximum.

Ces délais peuvent être abrogés par le conseil d'administration, soit par mesure générale, soit par mesure individuelle.

§ 2. La Caisse générale peut accepter, avec ou sans émission de livrets, des dépôts affranchis des délais prévus par l'alinéa 2 du § 1er.

§ 3. La Caisse générale peut accepter, avec ou sans émission de livrets, des dépôts à terme ou préavis convenu"".

L'arrêté royal n○ 1 du 24 décembre 1980 modifiant la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite a, par son article 1er, remplacé le chapitre premier de la loi du 16 mars 1865 (à l'exception de l'article 18bis) et donné à l'article 22 un contenu complètement différent.

A son tour, la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit abroge, en son article 275, 1○, la loi du 16 mars 1865, modifiée notamment par l'arrêté royal n○ 1 du 24 décembre 1980.

Cet article 275, 1○, est entré en vigueur le 1er octobre 1992, en vertu de l'article 1er, a, de l'arrêté royal du 14 septembre 1992, publié au Moniteur belge du 23 septembre de la même année.

Il résulte de l'exposé qui précède que l'article 114, § 6, du projet se réfère à une disposition expressément abrogée et qui ne fixait plus de délais de remboursement depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n○ 1 du

24 décembre 1980; il faut donc omettre les mots "et notamment les délais de remboursement prévus par l'article 22 de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale d'épargne et de retraite".

Article 127.

L'alinéa 1er, 4°, ajoute aux dépenses que les lois mettent à charge des communes, une dépense obligatoire supplémentaire; en effet, les frais de bureau de l'administration communale visés à l'article 255, 6°, de la nouvelle loi communale ne paraissent pas couvrir les frais qu'entraînerait la mise à la disposition de l'administration des contributions directes d'un "bureau suffisamment spacieux".

L'alinéa 1er, 4°, est difficilement compatible avec l'article 255 précité, lequel réserve à la loi le pouvoir de déterminer les dépenses que l'Etat met à charge des communes et que ces dernières sont tenues de porter à leur budget annuel.

Article 137.

Les mots "Sans préjudice des dispositions des articles 141 et 177" ne font qu'annoncer les deux hypothèses où il est dérogé au principe selon lesquels c'est le rece-

veur des contributions directes qui, seul, peut recevoir le paiement des impôts sur les revenus et de leurs précomptes. Ces mots sont donc inutiles et doivent être omis.

La même conclusion s'impose pour les mots "aux époques fixées par la loi".

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Les impôts sur les revenus et les précomptes sont payés au fonctionnaire désigné à cet effet et dénommé ci-après le receveur".

Article 139.

Au paragraphe 3, premier tiret, les mots "ou par l'Office des chèques postaux" doivent être adaptés à la terminologie fixée par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La même observation vaut pour les articles 140, § 1er, premier tiret, et 142, § 1er, premier tiret.

Article 142.

Au paragraphe 1er, premier tiret, il y a lieu d'omettre les mots "comme date libératoire".

Articles 157 à 159.

En l'absence de règles particulières édictées par le Roi sur la base de l'article 300, § 1er, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, ce sont les dispositions du Code judiciaire relatives aux saisies et voies d'exécution qui, selon l'article 2 dudit Code, s'appliquent aux poursuites à mener pour le recouvrement des impôts sur les revenus et de leurs précomptes.

En conséquence, les articles 157 à 159, qui n'ont d'autre objet que de renvoyer aux règles du Code judiciaire, sont inutiles et doivent être omis.

Article 189.

1. A défaut de dispositions législatives l'habilitant expressément à régler une matière qui, selon l'article 127 de la Constitution, est, en principe, de la seule compétence du législateur, le Roi n'a pas le pouvoir de déterminer la formule du serment à prêter par les membres des commissions fiscales.

En conséquence, le paragraphe 1er doit être revu et se borner, dans sa nouvelle rédaction, à préciser l'autorité entre les mains de laquelle le serment des membres des commissions fiscales doit être prêté.

2. L’article 337, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992 dispose que :

> "Celui qui intervient, à quelque titre que ce soit, dans l’application des lois fiscales ou qui a accès dans les bureaux de l’administration des contributions directes, est tenu de garder, en dehors de l’exercice de ses fonctions, le secret le plus absolu au sujet de tout ce dont il a eu connaissance par suite de l’exécution de sa mission".

Quant à l’article 453 du même Code, il prévoit que,

> "La violation du secret professionnel, tel qu’il est défini à l’article 337, sera punie conformément à l’article 458 du Code pénal".

Comme il n’y a pas lieu de paraphraser dans un arrêté les deux dispositions législatives qui viennent d’être rappelées, le paragraphe 3 est dépourvu d’utilité et doit être omis.

Article 253.

L’article omet de citer l’intitulé de l’arrêté royal dont, à titre transitoire, il prolonge l’application.

Pour combler cette lacune, il convient d’écrire :

"L’arrêté royal du 12 octobre 1930 déterminant le calcul des amortissements sur un prix de revient réévalué en matière d’impôts sur les revenus reste applicable ... (la suite comme au projet)".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

REMARQUES FINALES.

1. Les différents éléments d'une liste ou d'une énumération doivent être introduits non par des tirets mais par 1°, 2°, 3° ..., eux-mêmes éventuellement subdivisés en a, b, c ... .

Plusieurs articles du projet (1) doivent être modifiés dans ce sens.

2. Il convient d'éviter l'emploi de l'expression "alinéa précédent" (2) car un tel mode de référence peut être source de difficultés lors de modifications ultérieures.

---

(1) Voyez spécialement les articles 45, 46, 49, 53, § 2, 54, § 4, alinéa 2, 54, § 5, alinéa 2, 57, § 8, 67, § 2, 74, alinéa 2, 1° et 2°, 90, § 1er, 107, § 2, 118, § 1er, 139, §§ 1er et 3, 140, § 1er, 142, § 1er, 197, § 1er, alinéas 1er et 2, ainsi que 243.

(2) Voyez spécialement les articles 74, alinéa 2, 80, alinéa 3, 106, § 5, alinéa 3, 119, § 2, alinéa 2, et 127, alinéa 2, du projet.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Dit advies wordt uitgebracht onder voorbehoud van alle beroepen aanhangig bij het Arbitragehof.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

De uitdrukking "tot invoering van het koninklijk besluit tot uitvoering van" is onjuist. Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992".

AANHEF.

Eerste lid.

1. Het is gebruikelijk dat in het eerste lid melding wordt gemaakt van de bepalingen die wijziging hebben gebracht in sommige, in het eerste lid genoemde artikelen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Dit is in casu niet gedaan. Het gaat inzonderheid om :

a) de artikelen 46, § 1, eerste lid, 55, eerste lid, en 169, § 1, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992;

b) de artikelen 64 en 306, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992.

2. Overeenkomstig de opmerkingen die hierna worden gemaakt, moet de vermelding van artikel 314, § 4, van het Wetboek vervallen en moet de verwijzing naar de artikelen 345, § 4, 472, § 1, 484, 495 en 502 van het Wetboek worden toegevoegd.

Tweede lid.

Krachtens artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve begrotingscontrole behoort in de aanhef niet verwezen te worden naar het advies van de inspectie van financiën wanneer de akkoordbevinding van de Minister van Begroting erin aangegeven is.

Het tweede lid behoort dus te vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Het gebruik wil dat de opheffingsbepalingen voorkomen na de zelfstandige bepalingen, doch niet ervoor.

De volgorde van de artikelen 1 en 2 behoort dus te worden omgekeerd.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

1. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij :".

2. Het gebruik wil dat van de vele bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 niet die bepalingen worden vermeld die als gevolg van latere wijzigingen doelloos zijn geworden; bijgevolg behoort de verwijzing te vervallen naar de koninklijke besluiten van 23 mei 1966 (2°), 19 februari 1969 (10°), 24 maart 1969 (12°), 2 juni 1969 (13°), 15 juli 1969 (14°), 15 september 1969 (16°), 12 januari 1970 (18°), 16 januari 1970 (19°), 24 december 1971 (28°), 30 oktober 1972 (30°), 14 januari 1974 (34°), 16 januari 1975 (36°), 29 december 1976 (43°), 21 maart 1977 (47°), 25 september 1978 (50°), 15 februari 1980 (56°), 27 maart 1980 (57°), 11 december 1980 (64°), 15 december 1980 (65°), 19 januari 1981 (69°), 10 augustus 1981 (78°), 12 maart 1982 (82°), 28 juni 1983 (91° en 92°), 29 december 1983 (98°), 21 mei 1984 (101°), 11 december 1984 (102°), 18 december 1984 (103°), 28 december 1984 (106°), 4 september 1985 (114°), 20 december 1985 (120°), 19 februari 1986 (121°), 15 april 1986 (123°), 13 mei 1986 (124°), 5 januari 1987 (130°), 5 februari 1987 (131°), 18 juni 1987 (136°), 10 december 1987 (140°), 19 januari 1988 (142°), 17 februari 1988 (143°), 29 december 1988

(149°), 27 februari 1989 (152°), 7 juni 1989 (155°), 7 maart 1990 (168°), 8 mei 1990 (172°) en 7 december 1990 (176°).

3. Het koninklijk besluit bedoeld in 162° is vernietigd bij het arrest nr. 40.759 dd. 19 september 1992 van de afdeling administratie van de Raad van State, zodat het niet meer behoort te worden vermeld bij de bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1965.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"De bijlage bij dit besluit vormt het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, afgekort als "KB/WIB 92"".

KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN 1992.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Sommige koninklijke besluiten (andere dan het koninklijk besluit van 4 maart 1965) zijn niet opgenomen in het ontwerp, ofschoon zij gegrond zijn op bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Zo is het bijvoorbeeld niet duidelijk waarom het koninklijk besluit

tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de voorschriften niet overneemt die zijn vervat in :

a) het koninklijk besluit van 10 oktober 1979 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen op het stuk van onroerende fiscaliteit (1);

b) het koninklijk besluit van 9 november 1992 tot oprichting van een commissie voor voorafgaande fiscale akkoorden (2).

2. Het gebruik wil dat in een verordenende tekst de bepalingen worden weggelaten die alleen betrekking hebben op bij name aangewezen personen. Daarom wordt voorgesteld in het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 6 februari 1989 waarbij de naamloze vennootschap Joos wordt aangewezen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die nodig zijn voor het vervullen van een opdracht van algemeen belang, niet op te nemen en derhalve de artikelen 180 en 181 van het ontwerp weg te laten.

---

(1) De hoofdstukken I tot IV van dit besluit zouden kunnen worden opgenomen in hoofdstuk I van het ontwerp, waarbij vóór afdeling I vier nieuwe afdelingen erin worden ingevoegd.

(2) Artikel 1 van dit besluit zou kunnen worden opgenomen in een nieuwe afdeling, in te voegen tussen de afdelingen X en XI van hoofdstuk III van het ontwerp.

Artikel 62.

Gezien het bijzonder grote aantal wijzigingen aangebracht in de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, is het uitermate gevaarlijk ernaar te verwijzen. Het zou voorzichtiger zijn en meer in overeenstemming met het gebruik om een andere methode aan te wenden dan de weinig aanbevelenswaardige werkwijze van wetgeving door verwijzing, en om dat artikel te herzien, waarbij uitdrukkelijk de voorwaarden betreffende de aard van de werkzaamheden worden bepaald die worden gesteld voor de aftrek van interesten van een hypothecaire lening die is aangegaan voor de volledige of gedeeltelijke vernieuwing van een woning.

Artikel 69.

Dit artikel, dat betrekking heeft op de wijze van aanrekening van bepaalde ontvangsten van de Staat, is kennelijk niet op zijn plaats in een besluit tot uitvoering van een belastingwet en behoort dus te vervallen. Gesteld dat de in dit artikel vervatte bepaling, gelet op de voorschriften die ter zake voorkomen in de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (1), van enig nut is, behoort ze te worden opgenomen in het konink-

---

(1) Volgens artikel 31, 1°, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, worden de ontvangsten van de Staat aangerekend volgens de datum, doch niet volgens de juridische herkomst van de stortingen.

lijk besluit van 10 december 1868 houdende algemeen reglement van de rijkscomptabiliteit, doch niet in dit ontwerp.

Artikel 83.

De term "forcé" komt in de betekenis die eraan wordt gegeven in artikel 83 weliswaar voor in de woordenboeken, maar die betekenis is weinig gebruikelijk. Ten einde de tekst bevattelijker te maken wordt voorgesteld in de Franse tekst van het eerste en het tweede lid het woord "forcées" te vervangen door de uitdrukking "arrondies au franc supérieur", welke wordt gebruikt in de artikelen 134 en 135 van het ontwerp.

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 84.

Het artikel beperkt zich ertoe bepalingen aan te kondigen die zijn opgenomen in hoofdstuk III, afdeling III, van het ontwerp. Het heeft geen juridische draagwijdte, zodat het behoort te vervallen.

De daarop volgende artikelen moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 105.

1. Wanneer een wets- of verordeningstekst wordt vermeld, moet niet alleen de datum van afkondiging ervan worden aangegeven, doch ook het opschrift. Bijgevolg moet onderdeel 1°, a, worden aangevuld met de woorden "op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, hierna te noemen het koninklijk besluit nr. 185".

2. Omtrent onderdeel 1°, e, behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt inzake 1°, a. Derhalve moet deze bepaling als volgt worden gesteld : "de kapitalisatieondernemingen die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen;".

3. Omtrent onderdeel 1°, f, behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is inzake 1°, a. Derhalve moet deze bepaling als volgt worden gesteld : "de hypotheekbanken die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen;".

4. De wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering is opgeheven

bij de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. Overeenkomstig hoofstuk VII van laatstgenoemde wet, waarvan het opschrift "Controle en toezicht" luidt, moeten sommige personen die een activiteit van kredietgever uitoefenen door de Minister van Economische Zaken worden erkend en moeten sommige personen die kredietovereenkomsten aanbieden of toestaan of die een activiteit van kredietbemiddelaar uitoefenen, vooraleer zij hun activiteiten uitoefenen om inschrijving bij het Ministerie van Economische Zaken verzoeken. Onderdeel 1°, g, moet dus worden herzien, zodat rekening wordt gehouden met deze nieuwe wetgeving.

5. Indien de stellers van het ontwerp het nodig achten te verwijzen naar de wet waarbij de instellingen vermeld in 1°, j, zijn opgericht, behoort aan het eind van die bepaling te worden geschreven : "... die onder de toepassing vallen van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen;".

6. In 2°, a, is er sprake van "de maatschappijen van onderlinge bijstand erkend naar de zin van de wet van 23 juni 1894 op de maatschappijen van onderlinge bijstand".

De wet van 23 juni 1894 houdende herziening der wet van 3 april 1851 op de maatschappijen van onderlinge bijstand is opgeheven bij artikel 76 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen; de wet van 23 juni 1894, "blijft evenwel van

toepassing op de maatschappijen bedoeld in artikel 1, II, van die wet".

Aangezien de verbonden en de landsbonden, erkend overeenkomstig de artikelen 3 en 3bis van de wet van 23 juni 1894, door de uitwerking van artikel 69 van de wet van 6 augustus 1990 de hoedanigheid van "ziekenfonds" en "landsbond" hebben verkregen en de artikelen 70 en 71 van de wet van 6 augustus 1990 tevens verscheidene bepalingen bevatten die tot doel hebben te voorzien in de overgang van de vroegere naar de nieuwe regeling, moeten de woorden "de maatschappijen van onderlinge bijstand erkend naar de zin van de wet van 23 juni 1894 op de maatschappijen van onderlinge bijstand" vervangen worden door de woorden "de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen die onder de toepassing vallen van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen".

Artikel 106.

Het zou beter zijn, in plaats van te verwijzen naar richtlijn 90/435/EEG van de Raad van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen uit verschillende Lid-Staten, in de tekst zelf van paragraaf 5, derde lid, te bepalen wat moet worden verstaan onder "moedermaatschappijen" en "dochterondernemingen".

Artikel 113.

In paragraaf 1 behoren de woorden "artikel 266, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992" te worden vervangen door de woorden "artikel 266, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992".

Voorts schrijve men aan het begin van dezelfde paragraaf : "... inkomsten uit obligaties ..." in plaats van "inkomsten van ...". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 114, § 1.

Artikel 114.

In paragraaf 6 wordt verwezen naar artikel 22 van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Het originele artikel 22 luidde als volgt :

"De terugneming der gedeponeerde sommen mag zonder voorafgaande kennisgeving geschieden, indien de gevorderde som honderd frank niet te boven gaat; nochtans mag de deponent slechts eenmaal per week gebruik maken van die bevoegdheid.

Voor elke hogere som moet op voorhand gewaarschuwd worden, te weten :

- 15 dagen voor meer dan 100 frank en minder dan 500 frank;
- Eén maand voor meer dan 500 frank en minder dan 1.000 frank;

- Twee maanden voor 1.000 frank en minder dan 3.000 frank;

- Zes maanden voor 3.000 frank en meer.

Die termijnen, die door de raad van bestuur verkort kunnen worden, nemen pas een aanvang te rekenen van de laatste in elk boekje vermelde terugbetaling".

Artikel 3 van de wet van 29 juli 1923 tot wijziging der artikelen 10, 20, 21, 22, 23bis, 23ter, 23quater der wet van 16 maart 1865 houdende instelling ener Algemene Spaar- en Lijfrentekas, gewijzigd en aangevuld bij de wetten van 1 juli 1869, 21 juni 1894, 9 augustus 1897, 10 februari 1900 en 16 maart 1921 bepaalt :

"De eerste twee alinea's van artikel 22 der wet van 16 maart 1865 worden gewijzigd als volgt :

"Art. 22 (eerste en tweede alinea's). De terugneming der gedeponeerde sommen mag zonder voorafgaande kennisgeving geschieden, indien de gevorderde som 500 frank niet te boven gaat; nochtans mag de deponent slechts onder de door de algemene raad vast te stellen voorwaarden gebruik maken van die bevoegdheid.

Voor elke hogere som moet op voorhand gewaarschuwd worden, te weten :

- Een maand voor meer dan 500 frank en minder dan 1.000 frank;

- Twee maand voor 1.000 frank en minder dan 3.000 frank;

- Zes maand voor 3.000 frank en meer"".

Artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 20 van 23 mei 1967 houdende wijziging van de wetgeving betreffende de Algemene Spaar- en Lijfrentekas bepaalt :

"Art. 9. Artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1923, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 22. § 1. Onverminderd de bepalingen van §§ 2 en 3, mag de terugneming van de deposito's ingeschreven in een boekje zonder voorafgaande kennisgeving geschieden tot beloop van het maximum bepaald door de algemene raad met de goedkeuring van de Minister van Financiën.

De afhalingen welke dit maximum overschrijden kunnen gedaan worden :

a) na een opzeggingstermijn van acht dagen, wanneer het bedrag dat maximum te boven gaat, doch niet meer bedraagt dan het dubbel ervan;

b) na een opzeggingstermijn van vijftien dagen, wanneer het bedrag het dubbel van dat maximum te boven gaat, doch niet meer bedraagt dan het vijfvoud ervan;

c) na een opzeggingstermijn van een maand, wanneer het bedrag het vijfvoud van dat maximum te boven gaat, doch niet meer bedraagt dan het tienvoud ervan;

d) na een opzeggingstermijn van drie maand, wanneer het bedrag het tienvoud van dat maximum te boven gaat.

Deze termijnen kunnen door de raad van beheer worden verkort, hetzij bij algemene maatregel, hetzij bij individuele maatregel.

§ 2. De Algemene Kas mag, met of zonder uitgifte van boekjes, deposito's aanvaarden die vrijgesteld zijn van de opzeggingstermijnen bedoeld bij alinea 2 van paragraaf 1.

§ 3. De Algemene Kas mag, met of zonder uitgifte van boekjes, deposito's met overeengekomen vaste termijn of met overeengekomen opzeggingstermijn aanvaarden"".

Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980 tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas heeft hoofdstuk I van de wet van 16 maart 1865 (met uitzondering van artikel 18bis) vervangen en aan artikel 22 een totaal andere inhoud gegeven.

Artikel 275, 1°, van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen heeft op zijn beurt de wet van 16 maart 1865, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980, opgeheven.

Dat artikel 275, 1°, is in werking getreden op 1 oktober 1992 krachtens artikel 1, a, van het koninklijk besluit van 14 september 1992, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 september van hetzelfde jaar.

Uit de toelichting die voorafgaat blijkt dat artikel 114, § 6, van het ontwerp verwijst naar een bepaling die uitdrukkelijk opgeheven is en die sinds de inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980 geen terugbetalingstermijn meer vaststelde. De woorden "zoals onder meer de terugbetalingstermijnen gesteld in artikel 22 van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas" behoren dus te vervallen.

Artikel 127.

Het eerste lid, 4°, voegt aan de uitgaven die door de wetten aan de gemeente zijn opgelegd een bijkomende verplichte uitgave toe; de kantoorkosten van het gemeentebestuur bedoeld in artikel 255, 6°, van de nieuwe gemeentewet lijken de uitgaven die de terbeschikkingstelling van een "voldoende ruim kantoor" aan de administratie der directe belastingen zou meebrengen immers niet te dekken.

Het eerste lid, 4°, verdraagt zich moeilijk met het voormelde artikel 255, dat aan de wet het recht voorbehoudt om te bepalen welke uitgaven de Staat ten laste brengt van de gemeenten en welke deze op hun begroting van uitgaven moeten brengen.

Artikel 137.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van de artikelen 141 en 177" kondigen slechts de twee gevallen aan waarin wordt afgeweken van het beginsel dat het de ontvanger van de directe belastingen is, en hij alleen, die de betaling van de inkomstenbelastingen en voorheffingen kan innen. Die woorden zijn dus overbodig en behoren te vervallen.

Dezelfde conclusie geldt voor de woorden "op het bij de wet bepaalde tijdstip".

Gelet op de voorafgaande opmerkingen wordt voorgesteld het artikel te stellen als volgt :

"De inkomstenbelastingen en voorheffingen worden betaald aan de daartoe aangewezen ambtenaar, hierna te noemen de ontvanger".

Artikel 139.

In paragraaf 3, eerste streepje, behoren de woorden "het Bestuur der Postchecks" te worden aangepast aan de terminologie vastgesteld door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 140, § 1, eerste streepje, en 142, § 1, eerste streepje.

Artikel 142.

In paragraaf 1, eerste streepje, behoren de woorden "als bevrijdende datum" te vervallen.

Artikelen 157 tot 159.

Bij ontstentenis van bijzondere voorschriften die op grond van artikel 300, § 1, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 door de Koning worden uitge-

vaardigd, zijn het de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende beslag en middelen tot tenuitvoerlegging die volgens artikel 2 van voormeld Wetboek van toepassing zijn op alle stappen die moeten worden ondernomen om de inkomstenbelastingen en voorheffingen te innen.

Derhalve zijn de artikelen 157 tot 159, waarvan het enige oogmerk is te verwijzen naar de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek, overbodig en behoren ze te vervallen.

Artikel 189.

1. Bij ontstentenis van wetsbepalingen die de Koning uitdrukkelijk de bevoegdheid verlenen om een aangelegenheid te regelen die volgens artikel 127 van de Grondwet in beginsel alleen een zaak is van de wetgever, is de Koning niet bevoegd om de formule vast te stellen van de eed die door de leden van de fiscale commissies moet worden afgelegd.

Derhalve behoort paragraaf 1 te worden herzien en behoort de nieuwe lezing ervan alleen te preciseren bij welke overheid de eed van de leden van de fiscale commissies moet worden afgelegd.

2. Artikel 337, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bepaalt :

"hij die, uit welken hoofde ook, optreedt bij de toepassing van de belastingwetten of die toegang heeft tot de ambtsvertrekken van de administratie der directe belastingen, is, buiten het uitoefenen van zijn ambt, verplicht tot de meest volstrekte geheimhouding aangaande alle zaken waarvan hij wegens de uitvoering van zijn opdracht kennis heeft".

Artikel 453 van hetzelfde Wetboek bepaalt dat

"de schending van het bij artikel 337 bepaalde beroepsgeheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek".

Aangezien de twee voormelde wetsbepalingen niet behoren te worden omschreven in een besluit, is paragraaf 3 overbodig en behoort hij te vervallen.

Artikel 253.

In het artikel wordt het opschrift van het koninklijk besluit waarvan artikel 253 bij wijze van overgang de toepassing verlengt, niet vermeld.

Ten einde in die leemte te voorzien, schrijve men :

"Het koninklijk besluit van 12 oktober 1930 tot berekening van de afschrijvingen op een herschatte kostprijs inzake inkomstenbelastingen blijft van toepassing ... (voorts zoals in het ontwerp, behalve dat het woord "gezegd" vervangen moet worden door het woord "dat")".

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. De verschillende gegevens van een lijst of een opsomming behoren niet te worden ingeleid door streepjes, maar door 1°, 2°, 3°, ... die op hun beurt eventueel onderverdeeld worden in a, b, c, ...

Verscheidene artikelen van het ontwerp (1) behoren in die zin te worden gewijzigd.

2. Het past het gebruik van de uitdrukking "vorige lid" (2) te vermijden, want een dergelijke verwijzing kan moeilijkheden veroorzaken bij latere wijzigingen.

---

(1) Zie in het bijzonder de artikelen 45, 46, 49, 53, § 2, 54, § 4, tweede lid, 54, § 5, tweede lid, 57, § 8, 67, § 2, 74, tweede lid, 1° en 2°, 90, § 1, 107, § 2, 118, § 1, 139, §§ 1 en 3, 140, § 1, 142, § 1, 197, § 1, eerste en tweede lid, alsook artikel 243.

(2) Zie in het bijzonder de artikelen 74, tweede lid, 80, derde lid, 106, § 5, derde lid, 119, § 2, tweede lid, en 127, tweede lid, van het ontwerp.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,

Madame : R. DEROY, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier,
de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER,

J.-J. STRYCKMANS.